

comme c'est le cas actuellement en Afrique, la tentative de la part des agents externes (multilatéraux, bilatéraux, ONG) de gérer de manière «technique» des questions de politique interne risque fort de favoriser une «dévalorisation du politique dans le processus de décision»⁵, ainsi qu'une déresponsabilisation, tendances qui sont lourdes de conséquence dans un contexte qui cherche à favoriser les processus de démocratisation.

Où est-ce que ceci nous amène?

Je voudrais soumettre l'hypothèse que le projet politique inscrit et présenté sous un angle technique dans «gouvernance», dans le contexte des politiques déflationnistes, dans le contexte du manque de marge de manoeuvre notamment redistributif des États, essentiel à la consolidation des coalitions en faveur des réformes, des tendances actuelles à la canalisation des rares fonds publics vers de nouvelles fonctions, et de la dispersion des pouvoirs et par conséquent du risque de l'autonomisation et l'inorganisation des décisions politiques, le projet politique et de réformes institutionnelles a de très fortes chances de provoquer des tendances de déstabilisation politique⁶.

Si l'on observe la situation actuelle dans un nombre relativement important de pays africains, on constate que certains régimes complètement discrédités auprès de leur population (Togo, Zaïre, Cameroun, pour ne nommer que ceux-là) arrivent à se maintenir et il y a de fortes raisons de penser qu'il serait des plus difficile dans la conjoncture actuelle, pour un régime plus participatif d'arriver au pouvoir et de le consolider⁷.

Avant de soumettre des propositions concrètes de thèmes de tables rondes, je voudrais faire deux remarques rapides:

1. L'échec de la conditionnalité (d'où la nécessité de réformes institutionnelles) illustre qu'il ne peut y avoir de réformes réussies sans réappropriation du processus et réappropriation qui repose sur un consensus interne.

⁵ Ibid., pp. 247-248.

⁶ Cette hypothèse est développée de manière détaillée dans: B. Campbell «Reconceptualisation de l'Etat au Sud. Participation démocratique ou Managérialisme populiste» à paraître 1996 dans Mondialisation des échanges et Fonction de l'État sous la direction de F. Crépeau, Centre d'études sur le droit international et la mondialisation, UQAM.

⁷ Ceci faisait dire à Peter Anyang' Nyong'o, un des dirigeants de l'opposition démocratique au Kenya, de passage à Montréal en 1993 et en parlant de l'absence des ressources et du manque de manoeuvre: «Heureusement que pour l'instant, nous sommes dans l'opposition et non au pouvoir».